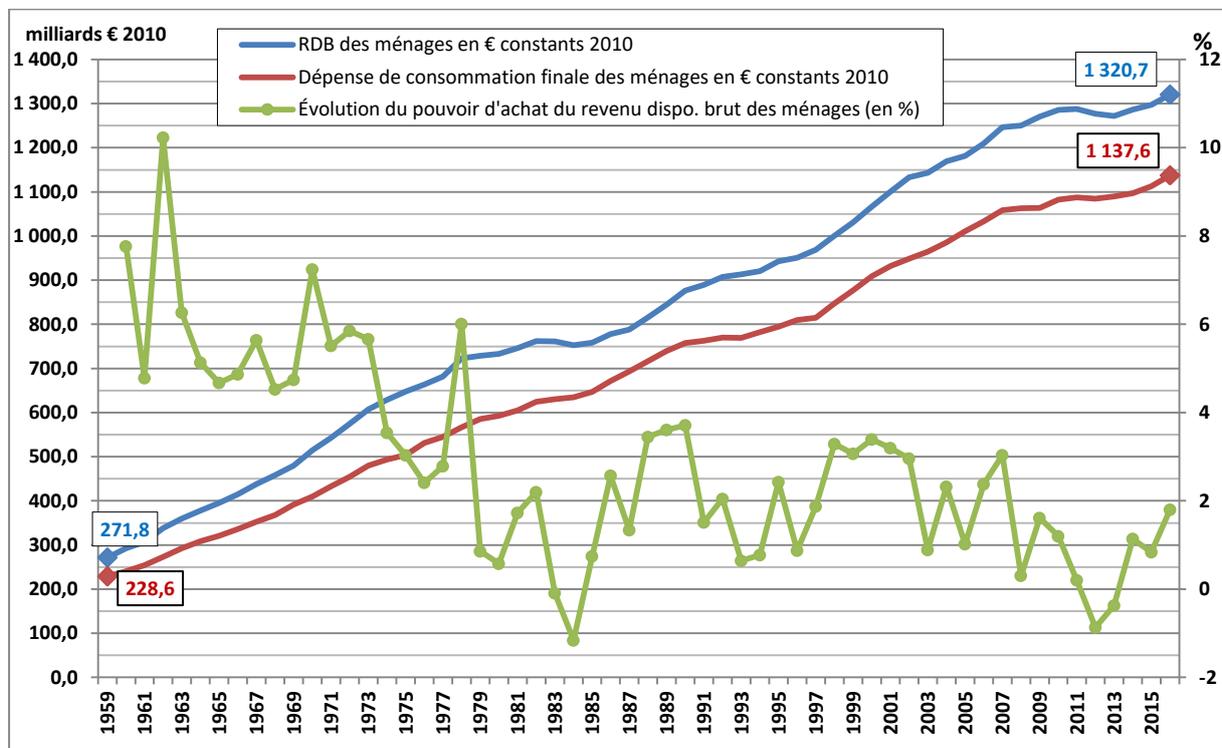


Comment les revenus et les prix influencent-ils les choix des consommateurs ? (4/4)

Quels sont les déterminants économiques de la consommation finale des ménages ?

Document 1



Source : INSEE, Comptes nationaux 2016 (tableaux 2.101 et 2.202), mai 2017.

Note : les € constants permettent de mesurer le pouvoir d'achat du RDB ainsi que le volume (la quantité) de biens et de services consommés.

1. Faites une phrase avec les deux valeurs de l'année 1959.
2. Proposez une mesure de l'évolution du pouvoir d'achat du RDB et de la consommation finale en volume (c'est-à-dire en € constants) entre 1959 et la dernière année disponible dans le graphique.
3. Le pouvoir d'achat du RDB diminue-t-il fréquemment ?
4. Comment caractériser l'évolution du pouvoir d'achat du RDB depuis 1959 ?
5. Qu'en déduire quant à l'évolution de la consommation finale en volume ?

Document 2

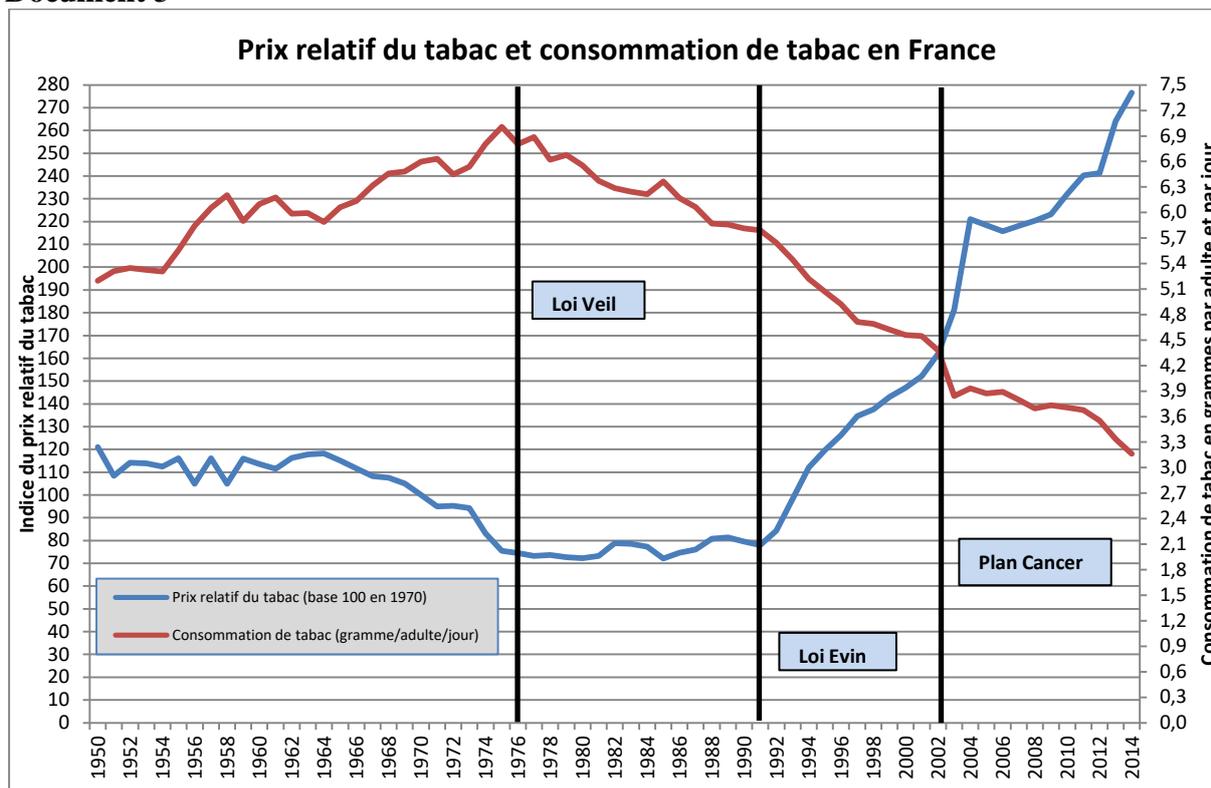
Part des dépenses de consommation finale des ménages par fonction (en %)

en %	1959	1990	2016
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	25,8	14,7	13,4
Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants	7,2	3,3	3,5
Articles d'habillement et chaussures	11,7	6,7	3,8
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	11,0	20,5	26,2
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	8,5	6,2	4,9
Santé	2,4	3,2	4,2
Transports	10,3	14,9	13,1
Communications	0,6	2,1	2,6
Loisirs et culture	7,1	8,8	8,5
Enseignement	0,6	0,6	1,0
Restaurants et hôtels	6,8	6,1	7,0
Biens et services divers	8,0	12,9	12,0
Total	100,0	100,0	100,0

Source : INSEE, Comptes nationaux 2016 (tableau [2.201](#)), mai 2017.

1. Quels sont les types de dépenses des ménages dont la part régresse dans le temps ?
2. Quels sont les types de dépenses des ménages dont la part progresse dans le temps ?
3. En utilisant également le document précédent, pouvez-vous vérifier la loi d'Engel ?

Document 3



Source : Institut Gustave Roussy, [Les vrais chiffres du tabac en France \(tableaux 1 et 2\)](#).

Loi Veil

Loi du 9 juillet 1976, elle constitue le premier pas en faveur de la lutte contre le tabagisme en France. Elle instaure une réglementation de la promotion des produits du tabac, désormais limitée à la seule presse écrite, et impose la mention de l'avertissement sanitaire « abus dangereux » sur les emballages. Elle prévoit également l'instauration obligatoire d'interventions informatives sur le tabac et ses dangers dans les établissements scolaires et auprès de l'armée. Enfin, elle interdit le parrainage de manifestations sportives par les cigaretteurs et l'usage de tabac « dans les lieux affectés à un usage collectif où cette pratique peut avoir des conséquences dangereuses pour la santé ».

Loi Evin

Loi du 10 janvier 1991. Elle favorise la hausse du prix des cigarettes, pose l'interdiction de fumer dans tous les locaux collectifs, interdit toute forme de promotion du tabac ainsi que la vente aux mineurs.

Les plans Cancer

En 2002, mise en place du premier plan cancer (2003-2007), qui prévoit, entre autres, une forte augmentation du prix du tabac.

Note :

L'indice du prix du tabac est ici un indice relatif à l'indice des prix à la consommation. Il ne mesure pas l'évolution des prix du tabac, mais l'évolution de l'indice des prix du tabac par rapport à l'indice des prix en général. Si par exemple le prix du tabac augmente de 50% pour une année (on passe d'un indice 100 à un indice 150) et que l'ensemble des prix augmente de 10% (on passe d'un indice 100 à un indice 110), alors l'indice relatif du prix du tabac passe de 100 à $(150/110) \times 100 = 136,36$

Une baisse de l'indice du prix relatif du tabac signifie donc que le prix du tabac augmente moins vite que l'indice des prix à la consommation.

À l'inverse, une augmentation de l'indice du prix relatif du tabac signifie que le prix du tabac augmente plus vite que l'indice des prix à la consommation.

1. À quelle date le prix relatif du tabac commence-t-il à croître ?
2. Calculez l'évolution du prix relatif du tabac depuis cette date jusqu'à la dernière année disponible
3. Pouvez-vous observer sur le graphique une relation entre l'évolution du prix relatif du tabac et l'évolution de la consommation de tabac ?
4. L'augmentation du prix relatif du tabac est-elle la seule arme utilisée pour lutter contre la consommation de tabac en France ?

Document 4

Évolution des indices de prix par types de dépenses

Types de dépenses	1990	2016
Ensemble	100,0	148,6
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	100,0	146,1
Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants	100,0	287,8
Articles d'habillement et chaussures	100,0	117,4
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	100,0	186,3
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	100,0	133,9
Santé	100,0	106,4
Transports	100,0	168,9
Communications	100,0	63,2
Loisirs et culture	100,0	99,2
Enseignement	100,0	182,9
Restaurants et hôtels	100,0	191,2
Biens et services divers	100,0	166,8

Source : Insee, [Banque de données macro-économiques, Indices des prix à la consommation - Base 2015 - Produits détaillés.](#)

1. Quel a été le taux de variation en pourcentage de l'ensemble des prix à la consommation entre 1990 et 2016 ?
2. Quels sont les types de dépenses dont les prix augmentent plus vite que la moyenne ?
3. Quels sont les types de dépenses dont les prix augmentent moins vite que la moyenne ?
4. Pour les communications, comparez l'évolution des prix et l'évolution de leur coefficient budgétaire (document 2).
5. Qu'en déduisez-vous ?

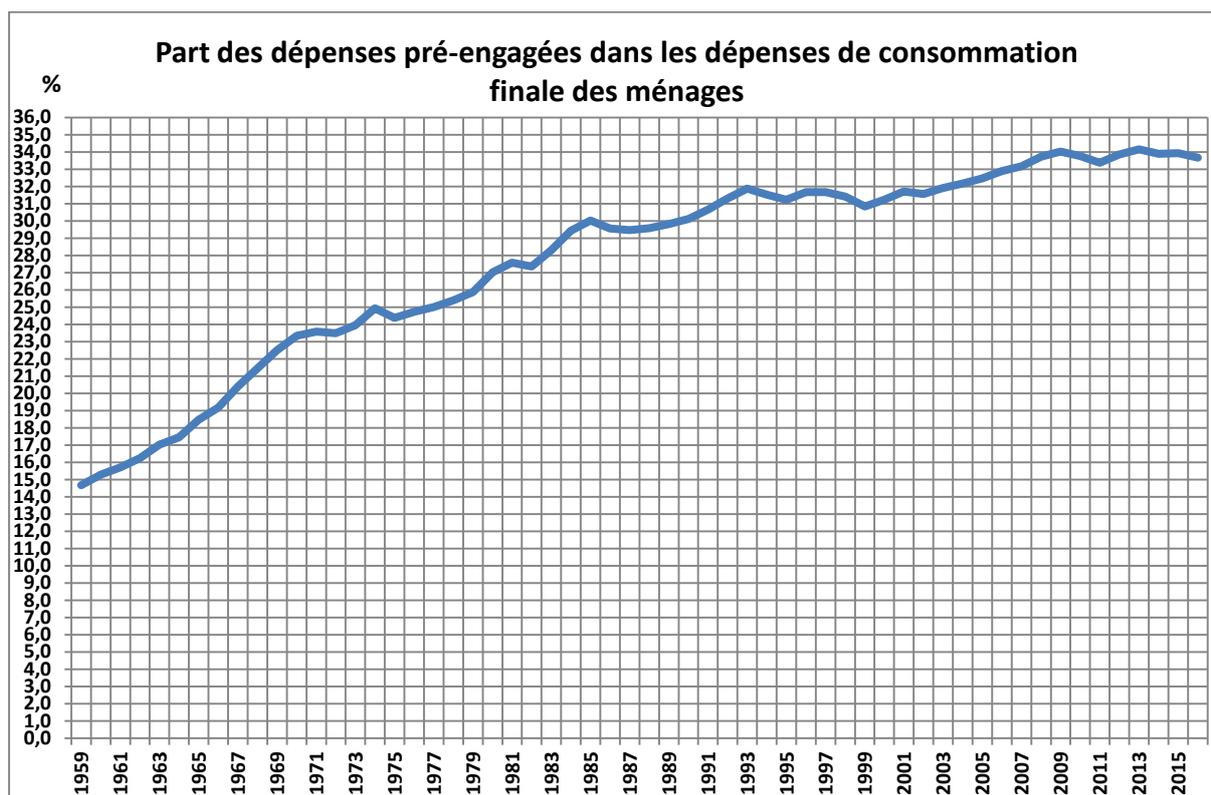
Travail final évalué :

En vous aidant du module en ligne et de vos réponses aux questions accompagnant les documents précédents, vous tâcherez :

- 1. d'expliquer les évolutions de la consommation finale des ménages depuis 1960 ;**
- 2. d'expliquer l'évolution des structures de cette consommation finale depuis 1960.**

Bonus 1 :

Document 5



Source : INSEE, Comptes nationaux 2016, [Consommation des ménages en 2016 \(tableau Dépense de consommation pré-engagée des ménages\)](#), mai 2017.

Note :

Les dépenses de consommation « pré-engagées » des ménages désignent les dépenses qu'ils réalisent dans le cadre d'un contrat difficilement renégociable à court terme.

- les dépenses liées au logement, ainsi que celles relatives à l'eau, au gaz, à l'électricité et aux autres combustibles utilisés dans les habitations;
- les services de télécommunications;
- les frais de cantines;
- les services de télévision (redevance télévisuelle, abonnements à des chaînes payantes) ;
- les assurances (hors assurance-vie);
- les services financiers.

1. Quel peut être l'intérêt de la notion de dépenses de consommation « pré-engagées » ?
2. Comment a évolué leur part dans les dépenses de consommation finale des ménages depuis 1959 ?
3. Cette évolution pourrait-elle modifier la sensibilité de la consommation finale à l'évolution du RDB des ménages ?

Bonus 2 :

Document 6

Structure des dépenses par ménage selon la catégorie socioprofessionnelle (CSP) de la personne de référence

CSP	Ensemble	Agriculteurs	Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	Cadres	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Retraités	Autres inactifs
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	16,4	20,7	14,8	13,2	15,0	15,6	17,0	19,9	17,4
Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants	3,0	3,2	2,9	2,2	2,7	3,3	4,0	3,0	3,6
Articles d'habillement et chaussures	5,0	3,9	5,7	5,7	5,7	5,7	5,5	3,4	5,3
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	15,7	10,2	11,8	13,3	14,7	17,6	17,4	16,6	23,1
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	5,9	6,4	6,8	6,7	5,3	5,0	4,9	6,7	4,5
Santé	1,8	1,6	1,5	1,7	1,6	1,8	1,6	2,3	1,8
Transports	17,4	19,8	20,5	17,5	19,4	17,3	18,6	15,0	12,2
Communications	3,3	3,7	3,3	2,6	3,3	4,1	3,8	2,9	4,1
Loisirs et culture	9,6	8,0	10,4	11,8	9,8	8,5	7,9	9,5	7,9
Enseignement	0,7	0,7	1,2	1,1	0,5	0,7	0,4	0,1	3,1
Restaurants et hôtels	6,6	4,3	7,2	9,8	7,5	6,4	5,2	4,3	6,2
Biens et services divers	14,7	17,5	13,7	14,4	14,3	14,0	13,8	16,5	10,8

Champ : France métropolitaine

Source : Insee, [enquête Budget de famille 2011](#), 29/09/2014 (Tableau [TM205](#))

1. Quelles CSP consacrent une partie plus importante de leurs dépenses que la moyenne à leur alimentation ?
2. Comment pourriez-vous expliquer cela ?
3. Les ouvriers et les employés dépensent-ils des sommes plus importantes pour leur logement que les cadres ?